



Assemblée générale

Soixante-sixième session

Documents officiels

Distr. générale
20 décembre 2011
Français
Original : anglais

Deuxième Commission

Compte rendu analytique de la 20^e séance

Tenue au Siège, à New York, le lundi 24 octobre 2011, à 11 h 30

Président : M. Zdorov (Vice-Président) (Biélorus)

Sommaire

Point 25 de l'ordre du jour : Développement agricole et sécurité alimentaire

Le présent compte rendu est sujet à rectifications. Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées, *dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication*, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-750, 2 United Nations Plaza, accompagnées d'un exemplaire du compte rendu sur lequel elles auront été portées.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour chaque commission.

11-56062 (F)



Merci de recycler 

*En l'absence de M. Momen (Bangladesh),
M. Zdorov (Biélorus), Vice-Président, prend la
présidence.*

La séance est ouverte à 12 h 5.

**Point 25 de l'ordre du jour : Développement agricole
et sécurité alimentaire (A/66/76-E/2011/102 et
A/66/277)**

1. **M. Chaudhry** (Directeur, Service des politiques mondiales, Division du développement durable, Département des affaires économiques et sociales) présente le rapport du Secrétaire général sur le développement agricole et la sécurité alimentaire (A/66/277) et dit que la crise alimentaire, qui touche en particulier la partie orientale de la corne de l'Afrique, est actuellement la plus grave crise humanitaire du monde; elle est notamment le résultat d'une des pires sécheresses connues depuis 1950, qui a entraîné de mauvaises récoltes, tué beaucoup de bétail et fait monter en flèche les prix des denrées alimentaires. De ce fait, 32 pays ont actuellement besoin d'une assistance alimentaire extérieure. En Somalie, au Kenya, en Éthiopie et à Djibouti, on estime que 13,3 millions de personnes ont besoin d'une assistance humanitaire immédiate et que 750 000 d'entre elles risquent de mourir de faim. Le Comité international de la Croix-Rouge estime que 30 à 40 % des enfants de moins de 5 ans souffrent de malnutrition aiguë et que des millions d'enfants sont déjà morts. Bien que le nombre de personnes sous-alimentées soit tombé à 925 millions en 2010, il reste beaucoup à faire pour atteindre le premier objectif du Millénaire pour le développement.

2. Les causes de la crise sont recensées dans le rapport : les prix des denrées alimentaires sont plus élevés et plus instables que jamais; les changements climatiques rendent la production agricole imprévisible; il y a moins d'investissements, surtout publics, dans le domaine du développement agricole durable; la population mondiale ne cesse de croître; près de 3 milliards de personnes mangent désormais davantage d'aliments à base de viande et de volaille, or les animaux d'élevage consomment énormément de céréales; et, enfin, la demande de plantes alimentaires et fourragères destinées à la production de biocarburants a augmenté.

3. En vue de réduire l'insécurité alimentaire et nutritionnelle, les gouvernements, les organisations

régionales et la communauté internationale sont de plus en plus nombreux à associer des mesures visant à répondre aux besoins immédiats (interventions nutritionnelles, aide alimentaire d'urgence et filets de sécurité) à des mesures à plus long terme destinées à régler les problèmes structurels auxquels est due l'insécurité alimentaire, à renforcer les moyens permettant de faire face aux risques de catastrophe naturelle et à doter les populations de moyens de subsistance et de systèmes de production vivrière plus résistants. Le rapport recense les efforts faits au niveau international pour que la gestion multilatérale de la crise soit mieux coordonnée.

4. Les gouvernements et la communauté internationale devront se concerter et coordonner leurs efforts pour assurer la sécurité alimentaire sur le long terme. Des mesures prioritaires sont proposées : étendre l'application des bonnes pratiques et respecter les engagements pris; veiller à ce que les gouvernements investissent davantage dans la protection sociale afin de rendre les moyens de subsistance moins vulnérables face aux crises et de mettre en place un système de protection sociale; intégrer les petits exploitants dans les chaînes de valorisation et leur permettre d'accéder aux marchés; enfin, privilégier le développement des petites et moyennes exploitations agricoles dans les programmes de développement nationaux. La Conférence des Nations Unies sur le développement durable, qui se tiendra en 2012, sera l'occasion de fixer l'attention sur les mesures à prendre pour assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle et développer l'agriculture durable.

5. **M. Suarez Salvia** (Argentine), prenant la parole au nom du Groupe des 77 et de la Chine, dit que la crise alimentaire mondiale, aggravée par la crise économique et financière, est un obstacle majeur au développement et à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement. Le sous-développement, la désertification et la dégradation des terres, conjugués à des phénomènes météorologiques extrêmes, compromettent les moyens de subsistance et la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans la région orientale de la corne de l'Afrique et dans d'autres régions du monde. Le Groupe des 77 et la Chine demande à la communauté internationale d'adopter un plan d'action à court, moyen et long terme afin de remédier à ces problèmes.

6. Si la faim ne recule pas rapidement, notamment dans les zones rurales, il sera difficile, voire impossible, d'atteindre les autres objectifs du Millénaire pour le développement. Des mesures doivent être prises d'urgence aux niveaux national, régional et international. Manger à sa faim est un droit fondamental, de même qu'avoir accès à des aliments sûrs et nutritifs. Pour que ce droit soit respecté, un financement durable et des investissements ciblés doivent contribuer à améliorer la production alimentaire mondiale et des ressources supplémentaires doivent être dégagées pour le développement agricole durable et la sécurité alimentaire. En outre, le secteur agricole des pays en développement doit être renforcé et revitalisé, notamment grâce à l'émancipation des femmes, des peuples autochtones, des populations rurales et des propriétaires de petites et moyennes exploitations agricoles, à l'assistance technique et financière, à l'accès aux technologies et aux transferts de technologies, au renforcement des capacités et à la recherche sur l'alimentation et l'agriculture, y compris sur l'adaptation aux changements climatiques et la réduction de leurs effets.

7. Augmenter la production alimentaire n'est pas suffisant, les problèmes d'accès et de distribution faisant partie des causes profondes de la crise alimentaire. Les politiques nationales et internationales doivent être axées sur le règlement de ces problèmes, surtout pour les pauvres et les populations les plus défavorisées des pays en développement. Les subventions agricoles et autres distorsions des échanges causées par les pays développés nuisent gravement au secteur agricole des pays en développement, qu'ils empêchent de combattre la pauvreté, de promouvoir le développement rural et de parvenir à une croissance économique durable, partagée et équitable. Le Groupe demande donc instamment aux pays développés de manifester la souplesse et la volonté politique nécessaires pour que ces problèmes puissent être réglés à l'occasion des négociations commerciales multilatérales du Cycle de Doha.

8. La réalisation des sept premiers objectifs du Millénaire pour le développement exige beaucoup d'efforts de la part des gouvernements et des peuples des pays en développement eux-mêmes. L'objectif du Millénaire pour le développement numéro 8 met en lumière la responsabilité qu'ont les pays industrialisés, plus favorisés, de soutenir ces efforts. L'agriculture et

l'économie rurale sont les secteurs qui offrent des moyens de subsistance en cas de crise prolongée, ce dont l'aide internationale ne tient pas compte. Cette aide doit à la fois répondre aux besoins immédiats et contribuer aux règlements des problèmes structurels entraînant des crises prolongées. L'ensemble du système économique et financier international doit être réformé d'urgence pour que les problèmes économiques structurels auxquels se heurtent tous les secteurs des pays en développement, dont l'agriculture, puissent être réglés.

9. Au-delà de la crise, il faut améliorer la productivité agricole et promouvoir une agriculture durable par des moyens respectueux de la vie des populations locales autant que de la biodiversité, ce qui suppose que des moyens économiques et techniques soient dégagés pour la mise au point de technologies respectueuses de l'environnement. Il est important de protéger les moyens de subsistance des populations sur le long terme. De nombreux pays en développement ont été obligés de devenir des importateurs nets de denrées alimentaires. Une augmentation des fonds investis dans le secteur agricole et un renforcement de la coopération internationale demeurent essentiels pour assurer une sécurité alimentaire durable; il faut encourager les investissements dans l'infrastructure rurale, ouvrir les marchés aux pays en développement et promouvoir des investissements internationaux responsables dans le secteur agricole.

10. **M. Acharya** (Népal), prenant la parole au nom des pays les moins avancés, dit que l'agriculture est le fondement de la subsistance et du développement économique des pays les moins avancés dans la mesure où plus de 70 % de leurs habitants vivent encore du travail de la terre. Or, les pays les moins avancés rencontrent de nombreuses difficultés dans les domaines du développement agricole et de la sécurité alimentaire à cause de l'insuffisance des ressources financières et des investissements dans l'infrastructure, des lacunes technologiques et du manque de recherche scientifique et de services de vulgarisation agricole, sans compter qu'ils continuent d'appliquer les méthodes propres à l'agriculture de subsistance, sont fortement dépendants des exportations de matières premières et des importations de denrées alimentaires et de combustibles, sont faiblement industrialisés et ont une assise économique fragile.

11. La crise économique et financière actuelle, la crise énergétique, la volatilité des prix des denrées

alimentaires et les effets néfastes des changements climatiques entravent sérieusement les efforts que font les pays les moins avancés pour atteindre les objectifs de développement arrêtés au niveau international, dont les objectifs du Millénaire pour le développement, et pour éliminer la pauvreté et la faim. Les questions liées à l'adaptation, à l'atténuation des effets des changements climatiques et à la gestion durable des ressources naturelles doivent faire l'objet d'une attention particulière, de même que la protection de la biodiversité. Le groupe des pays les moins avancés espère que la Conférence des Nations Unies sur le développement durable s'intéressera de près au développement agricole durable et à la sécurité alimentaire, surtout du point de vue des pays les moins avancés.

12. Les pays les moins avancés sont particulièrement touchés par la volatilité des prix des denrées alimentaires et la faim; les phénomènes de désertification, de sécheresse, de salinisation et de dégradation des terres sont une réalité quotidienne pour eux et une majorité de leurs populations ne peut satisfaire ses besoins nutritionnels journaliers alors que la production mondiale de denrées alimentaires est suffisante pour couvrir les besoins de tous. Il est primordial que la productivité agricole et la sécurité alimentaire s'améliorent dans les pays les moins avancés, qui pourront alors connaître une croissance économique durable, réduire la pauvreté et faire régner la paix et la sécurité. Il faudra pour cela que ces pays bénéficient d'un soutien international accru et que des moyens soient dégagés pour le renforcement des capacités institutionnelles, aussi bien au niveau national qu'au niveau mondial et y compris dans les institutions spécialisées et les institutions financières internationales.

13. Le groupe des pays les moins avancés s'alarme que la part de l'aide publique au développement consacrée à l'agriculture ait chuté au cours des 20 dernières années et juge urgent que la communauté internationale, et surtout les partenaires de développement, inversent la tendance. Il demande au Groupe des Huit de s'acquitter au plus vite des engagements pris dans la Déclaration commune de L'Aquila sur la sécurité alimentaire mondiale et souhaite que l'activité du Programme mondial sur l'agriculture et la sécurité alimentaire soit étendue et diversifiée. Il doit y avoir dans les pays les moins avancés plus d'investissements à court, moyen et long

terme propres à favoriser un développement agricole et rural durable afin que les populations rurales pauvres aient davantage de possibilités d'emploi et que la productivité agricole et la sécurité alimentaire s'améliorent sur le long terme. Le transfert et l'exploitation de technologies agricoles adaptées, abordables, respectueuses de l'environnement et résistantes aux changements climatiques, associés à l'utilisation des savoirs locaux et à une réglementation favorable du commerce international, sont aussi essentiels.

14. Les membres de l'Organisation mondiale du commerce doivent, comme ils s'y sont engagés en 2005 dans le Programme d'action d'Istanbul, supprimer toutes les subventions agricoles d'ici à la fin de 2013. Des mesures doivent être prises afin de réduire la volatilité des prix; ainsi, il faudrait mettre en place des systèmes d'information avancés permettant de suivre les stocks et la production, accroître la transparence des marchés des produits de base et assurer la libre circulation des denrées alimentaires. Les objectifs du Programme d'action sont réalisables et doivent être atteints. Cela suppose que les pays les moins avancés reçoivent une aide financière et technique accrue tous de leurs partenaires de développement; renforcée, la coopération Sud-Sud pourrait aussi jouer un rôle non négligeable.

La séance est levée à 12 h 35.